Bulletin d'histoire politique

Joanne Burgess, et al., Clés pour l'histoire de Montréal, Montréal, Boréal, 1992, 247 p.

René Castonguay

B
H
P

Volume 2, numéro 1-2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063369ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063369ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Castonguay, R. (1993). Compte rendu de [Joanne Burgess, et al., Clés pour l'histoire de Montréal, Montréal, Boréal, 1992, 247 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 71–72. <https://doi.org/10.7202/1063369ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ÉVÈNEMENT, IDENTITÉ ET HISTOIRE, Québec, Les éditions du Septentrion, 1991, 277 p. Sous la direction de Claire Dolan.

Nous avons cru utile de mentionner cet ouvrage même si sa parution date déjà de quelques années. L'événement est au centre de cet essai auquel ont participé 17 auteurs sous la direction de Claire Dolan.

Comment se fait-il que certains événements imprègnent notre mémoire collective alors que d'autres sont rapidement oubliés? Voilà la question à laquelle ces auteurs essaient de répondre, soit à partir d'exemples tirés de l'histoire, soit à partir de réflexions théoriques. Du moyen âge au XIXe siècle, de la Provence à la Nouvelle-Angleterre, de Paris en passant par Marseille et le Québec, ce livre analyse plusieurs types d'événements « traumatiques » et leurs répercussions. Il en résulte que ce ne sont pas les effets matériels et temporaires des événements qui méritent l'attention, mais la place que l'événement occupe dans la construction de l'identité collective. L'événement dévoile comment se constitue l'identité d'un groupe.

L'histoire gère l'émergence et l'oubli des événements dans la mémoire collective. Quand on écrit l'histoire d'une collectivité, on lui fabrique une mémoire qui la distingue. L'événement sert de point de référence dans la dynamique de l'identité collective. Parfois, il devient référence et s'incarne dans une relique, dans la pierre, dans un édifice ou dans un personnage. L'événement qui a bouleversé une collectivité a une valeur symbolique. Il n'est jamais neutre, jamais gratuit.

L'événement longtemps décrié par bon nombre d'historiens influencés sans doute par l'école des annales est réhabilité. Fernand Braudel n'avait-il pas qualifié l'événement de « fumée abusive »? Il était « l'emblème d'une histoire dont il fallait se démarquer ». Ce phénomène de courte durée apparaissait moins fécond que ceux de longue durée (structure et conjoncture). L'histoire événementielle qui se pratique aujourd'hui est revenue au vécu des acteurs sociaux, mais en les choisissant modestes: non plus les ministres et autres « grands », mais les « humbles » (p. 180). *Événement, identité et histoire* intéressera sûrement les historiens du politique et de la politique. La réhabilitation de l'histoire poli-

tique ne passe-t-elle pas par la réhabilitation de l'événement?

Jocelyn Saint-Pierre
Responsable du Service
de la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Joanne Burgess, et al., CLÉS POUR L'HISTOIRE DE MONTRÉAL, Montréal, Boréal, 1992, 247 p.

Fruit d'un travail d'équipe regroupant des historiens de l'Université du Québec à Montréal et de l'université McGill (Joanne Burgess, Louise Dechêne, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert), cette bibliographie est un guide pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la ville de Montréal et à ses principaux bâtisseurs.

Il est important de noter dès le départ que cette bibliographie se limite, au point de vue géographique, à l'île de Montréal. Donc, on ne trouvera que par accident des données sur les banlieues, comme Longueuil ou Laval; ces municipalités mériteraient sans doute une bibliographie à elles seules.

La principale qualité que l'on recherche dans ce genre d'ouvrage est la facilité de consultation et l'efficacité de la recherche que l'on peut y faire. En ce sens, cette bibliographie se montre un excellent outil. D'abord, les ouvrages sont classés par périodes et thèmes, ce qui permet un repérage rapide des titres disponibles pour un sujet donné. Mais comme il arrive souvent qu'un ouvrage ou un article couvre une longue période ou plus d'un sujet, on devait compléter cette division. Pour ce faire, la bibliographie comprend trois index différents. Le premier est un index (plutôt une liste) des principaux individus qui ont contribué au développement de la ville de Montréal et qui font l'objet d'une bibliographie dans les douze premiers volumes du *Dictionnaire biographique du Canada*; on peut ainsi pousser un peu plus loin la recherche. Le second comprend les noms des différents auteurs des titres compris dans la bibliographie. Finalement, le dernier est un index des sujets, essentiel dans ce genre d'ouvrages.

Grâce à sa division et à ses index, il est donc assez facile de consulter cette bibliographie et d'en retirer le maximum en peu de temps. C'est, à mon avis, sa principale qualité.

En terminant, il faut noter que cette publication n'est que le début d'un projet, puisque toutes les données contenues dans la bibliographie ont été versées dans une base de données qu'on veut tenir à jour le plus possible. Malheureusement, on ne nous dit pas où nous pourrions consulter cette base de données.

René Castonguay
Stagiaire en histoire
à la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Roberto Perin, *ROME ET LE CANADA: LA BUREAUCRATIE VATICANE ET LA QUESTION NATIONALE, 1870-1903*, (Traduction de *Rome in Canada*), Montréal, Boréal, 1993, 343 p.

Si on se réfère au dos de la couverture de l'ouvrage,

Il (l'auteur) avance la thèse selon laquelle des décisions importantes touchant l'avenir du pays ont été prises par des fonctionnaires de la Curie romaine, pour la plupart des Italiens qui n'avaient jamais posé le pied en Amérique.

En bout de course, Rome refusa son appui au mouvement nationaliste canadien-français, ce qui provoqua la victoire de cette vision anglo-protestante du Canada.

C'est l'histoire de cette victoire et de cette défaite, qui se sont incarnées dans l'affaire des écoles françaises au Manitoba, que raconte ce livre.

Le sujet traité, l'implication du clergé dans la politique canadienne sur la question nationale, intéresse depuis longtemps les historiens canadiens. L'attente est donc grande face à cet ouvrage. Malheureusement, il nous laisse sur notre appétit.

D'abord, les limites temporelles imposées à

l'étude sont très discutables. Comment comprendre le rôle du clergé dans la vie politique (ce qui a forcé l'implication de Rome dans tous les cas) si l'on ne tient pas compte des conflits impliquant l'Institut canadien? Et pourtant, on ne fait allusion à l'Institut que très accidentellement. On ne peut pas comprendre l'état d'esprit du clergé sans tenir compte de ces conflits. De l'autre côté, en arrêtant l'étude en 1903, l'auteur oublie toute la période de 1909-1911 fertile en conflits, où l'alliance cléricalo-nationaliste combat le projet de marine (entre autres) du gouvernement Laurier. Le premier ministre canadien a lui-même fait appel à Rome à plusieurs reprises pendant ces années. L'auteur laisse donc tomber deux périodes des plus importantes pour comprendre le phénomène, car ces luttes font partie d'un processus qui s'étend sur plusieurs années; on ne peut pas isoler une courte période sans tenir compte de ce qui la précède et de ce qui la suit. L'auteur a donc complètement sorti le sujet de son contexte. Au fait, Perin ne donne aucune justification pour ce choix.

Ensuite, l'ouvrage ne tient compte que du point de vue romain. Malheureusement, les conflits que Rome doit arbitrer ou commenter sont d'abord canadiens. Mais Perin, d'après sa bibliographie, n'a pas jugé bon de consulter les archives canadiennes. Aucune fouille dans les archives des ecclésiastiques canadiens, aucune fouille dans les papiers des partis politiques et de leurs chefs. Comment peut-il savoir comment cela se passe sur le terrain s'il ne se fie qu'aux ragots qui circulent au Vatican? De plus, la liste d'ouvrages consultés présente une caractéristique spéciale: la grande majorité contiennent dans le titre une mention religieuse (Église, curés, évêques, etc.). Il laisse très peu de place à ce qui ne s'annonce pas comme une étude sur la religion. Mais que fait-on de l'autre moitié du problème: le politique? La question nationale au Canada ne s'est pas réglée entre évêques, mais surtout au plan politique. Et c'est par cette vie politique que le clergé (peu importe le niveau) agit. Perin, en ne faisant ressortir que Rome, manque, à mon avis, complètement le bateau.

René Castonguay
Stagiaire en histoire
à la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale